



HAL
open science

Succès et limites de l'antiterrorisme espagnol: le cas d'ETA

Caroline Guibet Lafaye

► **To cite this version:**

Caroline Guibet Lafaye. Succès et limites de l'antiterrorisme espagnol: le cas d'ETA. *Sociologia Italiana*, 2023, 21, pp.31-51. hal-04195870

HAL Id: hal-04195870

<https://hal.science/hal-04195870v1>

Submitted on 7 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Succès et limites de l'antiterrorisme espagnol : le cas d'ETA

Caroline Guibet Lafaye

La violence politique clandestine, se déploie dans une dynamique d'interactions entre acteurs, parties prenantes de situations concrètes de conflit. Dans le cas du Pays basque, la naissance du groupe armé Euskadi Ta Askatasuna (ETA) a donné lieu à un cycle de violence qui a duré soixante ans. Les actions du groupe ont suscité une répression multiforme allant jusqu'à s'appuyer sur le terrorisme d'État. Nous avons exploité deux bases de données originales (actions d'ETA, arrestations). La répression illégale de l'État espagnol, a eu un effet de radicalisation du mouvement, alors qu'à une époque ultérieure la répression légale et judiciaire, a eu un rôle délétère sur l'opérationnalité du groupe.

Mots-clefs : antiterrorisme, Pays basque, ETA, terrorisme d'État, analyse statistique

DOI: 10.1485/2281-2652-202321-2

Introduction

La presse espagnole mais également française a annoncé, à intervalles réguliers entre les années 1980 et 2010, avoir « décapité » l'organisation clandestine *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA) notamment après l'arrestation de ceux qui étaient présentés comme ses chefs, qu'ils soient soupçonnés d'être des responsables de l'appareil politique, militaire, logistique ou des relations internationales. Après l'arrestation de Miguel de Garikoitz Aspiazu Rubina, dit *Txeroki*, le 17 novembre 2008, *L'Express* titre : « Une ETA décimée par les arrestations ? »¹. De même, peut-on lire, l'année suivante, dans *Le Monde* et *La Dépêche* que « la collaboration policière franco-espagnole a mis à mal l'appareil logistique de l'ETA avec la découverte en moins de trois jours de cinq caches d'armes et d'explosifs de l'organisation séparatiste basque dans le sud de la France, dont trois dans l'Hérault » (21/08/2009)². L'identification de caches d'armes est en général célébrée comme un « coup dur » porté à l'organisation comme le rappelle ce titre récent de *La Vanguardia* : « Portugal, la base frustrada de ETA cuando se acercaba su fin » (Portugal, la base déjouée d'ETA à l'approche de sa fin)³. En dépit de ces coups d'éclat apparemment spectaculaires de l'antiterrorisme franco-espagnol, la fin de l'organisation coïncide avec son autodissolution le 3 mai 2018.

1. https://www.lexpress.fr/actualite/societe/une-eta-decimee-par-les-arrestations_704396.html

2. https://www.lemonde.fr/societe/article/2009/08/21/cinq-caches-d-eta-decouvertes-dans-le-sud-de-la-france_1230650_3224.html; <https://www.ladepeche.fr/article/2009/08/21/658072-eta-arrestations-caches-decouvertes-logistique-eta-mise-mal.html>

3. <https://www.lavanguardia.com/internacional/20200916/483512594696/portugal-la-base-frustrada-de-eta-cuando-se-acercaba-su-fin.html>

Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, la répression a des conséquences ambiguës sur la violence politique (Sánchez-Cuenca 2013, 393). Les modèles théoriques ont mis au jour différentes relations (fonctions) entre ces deux variables (linéaire, en U, en U inversé, en S). Néanmoins les analyses empiriques aboutissent à des résultats contrastés quant aux liens entre celles-là (Francisco 1996 ; Gleditsch *et al.* 2009 ; Koopmans 1997 ; Muller and Weede 1990). En premier lieu, quoique nous sachions que les effets de la répression varient en fonction des circonstances politiques, nous ne savons pas pourquoi. De même, dans le champ strict du terrorisme – et pas seulement des mouvements sociaux –, la répression étatique provoque des réactions, des contrecoups (Ross and Gurr 1989), sans que n'aient été élucidés les mécanismes en vertu desquels l'incitation à la mobilisation, nourrie par la répression, s'avère plus efficace que les effets de dissuasion. La théorie des jeux a tenté d'élucider ce rapport à partir des trois effets engendrés par la répression : (a) l'effet dissuasif qui éloigne les partisans de l'organisation terroriste ; (b) l'effet négatif sur l'économie qui diminue le coût d'entrée dans le terrorisme et rend plus probable l'adhésion au mouvement clandestin ; et (c) l'effet positif sous la forme d'un bénéfice idéologique : la répression produisant un biais de confirmation. Les études empiriques montrent que la mise en œuvre de la violence politique, autrement baptisée radicalisation, s'explique par le niveau intermédiaire de la répression, de sorte que celle-ci exerce sur la mobilisation un effet curvilinéaire (Tilly 1978 ; voir aussi Gurr 1970 ; Della Porta 1995 ; Sommier 2008, 60). La variable « répression » peut aussi bien inhiber la protestation que contribuer à la soulever (Sommier 2008, 28). Bien qu'existe un effet globalement décourageant de la répression sur la masse des militants, cet effet est contrebalancé par la radicalisation d'une minorité d'entre eux. Plus précisément, les effets de la répression varient selon les lieux et les époques, selon qu'elle est spécifique ou indiscriminée, selon la façon dont elle est perçue par la population dont les attitudes diffèrent eu égard au pouvoir établi et selon, enfin, la façon dont elle est (re)cadree par les groupes clandestins (Della Porta 1995). Elle est, en réalité, pluridimensionnelle et intervient comme un processus, c'est-à-dire comme une stratégie déployée sur la base de l'anticipation des coups des adversaires comme des alliés, au sein duquel se jouent des événements répressifs, des « coups joués à un moment donné du temps » (Bennani-Chraïbi et Fillieule 2012, 793). Au sein de cette stratégie, la répression présente plusieurs visages, qu'il s'agisse de la criminalisation judiciaire de la dissidence politique, du traitement policier spécifique du militantisme politique, du harcèlement administratif, de la torture, des coups d'État. Sur le long terme, les politiques coercitives transforment en profondeur les pratiques protestataires, leurs sens et leurs enjeux (Geisser, Karam et Vairel 2006, 197-198), comme nous le verrons dans le cas du conflit armé au Pays basque.

S'opère donc une interaction entre mouvements sociaux – voire organisation(s) clandestine(s) – et politiques répressives. La sociologie de l'action collective, portée par l'école de Chicago dans les années 1950-1960, a développé une approche relationnelle ou interactionniste de ces mouvements (Hughes 1958 ; Becker 1963 ; Strauss 1959). Cette dernière permet de considérer la violence politique à partir des interactions entre acteurs institutionnels ou non-institutionnels (organisations clandestines, État, groupes sociaux) (Della Porta 2013, 5) et de la considérer comme un processus qui se construit dans le cadre de situations concrètes (Mead 1934 ; Tarrow 1994). Celles-ci s'orchestrent autour de plusieurs variables, telles que le niveau de répression, le degré d'engagement dans la question de la protestation et le soutien populaire respectif aux élites et aux opposants.

Ces interactions induisent des transformations réciproques des « agents répressifs » et des « agents protestataires », qui suggèrent de s'interroger sur l'imbrication de temporalités différentes de court, de moyen et de long terme. En ce sens, la coercition s'exerce rarement à sens unique. Elle a des effets de rétroaction et une historicité qui peuvent être analysés finement dans le cas de l'organisation ETA qui a déployé son action sur six décennies. Dans ce qui suit, nous proposerons une étude des dynamiques de la violence politique, légale et clandestine afin d'en obtenir une compréhension globale, notamment concernant les effets de la répression dans ses versants légaux (policiers et judiciaires) et illégaux. Nous nous appuyons sur une analyse statistique nourrie de deux bases de données originales croisant les actions du groupe armé et les arrestations de ses membres, réalisées aussi bien sur le sol espagnol qu'à l'étranger. Nous tenterons de comprendre dans quelle mesure la répression, dans ses volets légaux et illégaux, a un effet dissuasif ou bien de radicalisation sur l'opérationnalité du groupe. Comment s'articulent les phases de l'interaction entre ETA et les politiques antiterroristes des gouvernements espagnols successifs ? Quelle incidence les arrestations de ses membres ont-elles sur l'activité de l'organisation ? L'acmé de la politique antiterroriste espagnole répond-elle aux pics d'action d'ETA et/ou à l'évolution de la nature des actions du groupe, telles que le ciblage meurtrier des représentants politiques à partir de 1997 ? Jusqu'à une date récente, aucun recensement systématique des incarcérations de ces derniers n'existait ni n'avait été rendu public par les services de police espagnols. En particulier, cette base manquait pour évaluer les effets des politiques répressives (Sánchez-Cuenca 2013). Dans la présente analyse, nous identifierons les séquences d'interactions entre actions clandestines et répression⁴, ce qui permettra de déployer une approche multifactorielle, insérant l'interaction entre

4. Nous avons, en d'autres lieux, proposé une étude des effets des moments, présentés par les États espagnol et français, comme décisifs dans les coups portés au groupe (Guibert Lafaye 2021).

les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux dans un contexte socio-politique et macrosocial plus large. Celui-ci permettra d'interroger notamment les motifs des évolutions de la politique antiterroriste de l'Espagne et le rôle des changements de majorité politique au gouvernement.

Nous envisagerons ces questions en évoquant, en premier lieu, la littérature académique produite sur les effets dissuasifs de la répression sur l'organisation basque. Nous envisagerons ensuite comment l'offensive répressive a conduit, dans un premier temps, à une radicalisation du mouvement clandestin. Nous analyserons enfin les adaptations stratégiques réciproques des parties prenantes du conflit dans l'évolution du rapport de force les opposant.

1. Interactions entre acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux

1.1 *Études des effets des arrestations sur ETA*

La sociologie des mouvements sociaux considère que « les organisations terroristes peuvent provoquer l'État afin de créer une dynamique d'action-répression » (de Figueiredo and Weingast 2001, 29). Dans cette perspective, la littérature scientifique a étudié le rapport entre l'État espagnol et ETA à partir de modèles multivariés et d'analyses quantitatives de l'incidence des politiques répressives sur l'action armée d'ETA. Aucune toutefois n'a couvert l'ensemble de l'histoire du groupe clandestin et toutes ont abordé l'activité d'ETA à partir des victimes commises par le collectif plutôt qu'à partir de ses actions, à strictement parler. C'est sur cette double dimension que notre approche est originale. Nous tiendrons toutefois compte des résultats jusqu'à présent produits pour les faire dialoguer avec ceux que nous avons mis au jour. Nous partirons de l'hypothèse selon laquelle la relation entre le terrorisme et le contre-terrorisme est non-réursive et stratégique, c'est-à-dire que le pouvoir politique et l'activisme clandestin réagissent aux actions des uns et des autres (Hoffman and Morrison-Taw 1999).

Parmi les principales contributions à la littérature sur le sujet quatre occurrences se distinguent. D'abord, celle de Barros (2003) et de Barros *et al.* (2006) : le premier s'appuie sur des séries chronologiques de 1968 à 2000 pour appréhender les effets dissuasifs de mesures politiques et économiques prises par les gouvernements, et leur influence sur les incidents terroristes. L'auteur en conclut que cette dernière semble mitigée. Se trouve mis en évidence un effet décalé de ces politiques sur l'action dite terroriste. Barros *et al.* (2006) analysent la durée des périodes d'interruption entre les attaques d'ETA. Ils utilisent des spécifications paramétriques et semi-paramétriques du modèle de risque pour déterminer les

covariables qui expliquent les opérations d'ETA et la dépendance sous-jacente à la durée. Les variables de « dissuasion » (arrestation, Ertzaintza, GAL) sont prises en compte. Le principal résultat est que les attaques du groupe semblent augmenter en été et diminuer par rapport à d'autres variables, telles que la dissuasion, les politiques répressives, les activités terroristes successives, les meurtres et les accords politiques (Barros *et al.* 2006, 344). En particulier, « la détention diminue le risque de -1,791, ce qui signifie qu'il s'agit de la politique de dissuasion la plus efficace, par rapport aux autres variables de dissuasion comme "Gal" [*i.e.* le terrorisme d'État] et "Ertzaintza" [la police autonome basque] » (Barros *et al.* 2006, 344).

Le prisme de l'incidence des politiques publiques sur l'activité d'ETA est exploité par Martínez-Herrera (2002) mais sur une période plus brève (1979-2001). L'auteur vise à apprécier l'effet sur ces actions de différents types de politiques répressives, qu'elles relèvent du champ du rétablissement de l'« ordre public » (*i.e.* des politiques répressives au sens strict) ou d'un cadre dit « réactif », en l'occurrence de réponses allant dans le sens des demandes du mouvement abertzale (patriote), soutenu par ETA. À partir d'analyses multivariées de séries temporelles, l'article apprécie l'efficacité des politiques inspirées de ces deux approches sur l'action clandestine. Il apparaît, d'une part, qu'une combinaison de politiques d'ordre public efficaces, mais souples et régies par la loi⁵, ainsi que des doses très importantes de réactivité, expliquent l'atténuation continue de l'activisme clandestin. D'autre part, les résultats montrent que certains choix politiques spécifiques ont été soit inefficaces, soit contre-productifs. Cette recherche a été prolongée par Martínez-Herrera (2007), grâce à un modèle de recherche multivarié, visant à apprécier l'impact des politiques publiques sur la violence clandestine. Ce modèle étudie les réponses politiques à l'activisme basque, dites « politiques réactives », c'est-à-dire fondées sur la décentralisation politique et la démocratisation. Si la première a largement contribué à l'apaisement de l'insurrection basque, la seconde n'a pas eu d'effet direct sur cette évolution.

La dimension des effets de la violence politique légale et illégale a été, plus spécifiquement, explorée par Sánchez-Cuenca (2009) qui a examiné l'effet sur les actions meurtrières d'ETA de plusieurs variables indépendantes (les élections, l'activité anti-ETA des organisations d'extrême droite et des Groupes Antiterroristes de Libération (GAL), les arrestations policières et d'autres événements pertinents, tels que les référendum sur la Constitution et le Statut d'autonomie de Guernica). Plusieurs modèles ARIMA ont été exploités pour envisager la série chronologique des décès entre 1968 et 2007. Ainsi l'auteur a montré qu'« une variable fondamen-

5. Par opposition à ce que l'on a coutume de nommer la « guerre sale » des années 1980 (voir *infra*).

tale pour l'analyse des variations de la violence d'ETA est l'activité antiterroriste de l'État, c'est-à-dire le nombre d'arrestations effectuées par les forces de sécurité » (Sánchez-Cuenca 2009, 10). À l'époque où ce travail a été mené, il n'existait pas de données de qualité sur les arrestations⁶. Or, les bases de données que nous avons constituées permettent de combler cette lacune. À partir des données qui étaient les siennes, Sánchez-Cuenca a toutefois pu établir que « la violence d'État et la violence paramilitaire ont eu des effets ambivalents sur le mouvement » indépendantiste. L'étude statistique révèle des résultats inattendus : la guerre sale menée par les GAL, organisée et contrôlée par le gouvernement socialiste de Felipe González, semble être sans effet sur le cycle de la violence d'ETA et n'a pas non plus été une réaction à celle-ci⁷. Cependant la violence moins organisée et plus spontanée de l'extrême droite entre 1978 et 1982 semble avoir un effet statistique négatif sur les actions d'ETA. D'une part, les attentats des GAL paraissent sans effet sur les actions d'ETA, à la différence de ceux menés par les groupes paramilitaires d'extrême droite : « le terrorisme d'extrême droite – plutôt que celui des GAL – intervient comme une réponse aux actions d'ETA mais tend aussi à accroître la violence de celle-ci » (Sánchez-Cuenca 2009, 14).

1.2 Méthodologie

La présente analyse s'appuie en revanche sur deux bases de données originales. La première convoque les actions menées par ETA sur l'ensemble de ses soixante ans de vie. Elle a été constituée par C. Guibet Lafaye et P. Brochard (2020, 2021) et recense 3 096 actions entre 1959 et 2011, là où les bases de données s'appuyant sur les victimes faites par ETA comptent 837 occurrences de 1973 à 2003⁸. La seconde est issue d'une enquête menée auprès des acteurs du mouvement abertzale qui ont connu des phases d'incarcération à la suite d'un jugement ayant mis en évidence un lien avec l'organisation clandestine et dont la présentation discursive est proposée dans Bustillo Kastrexana *et al.* (2020).

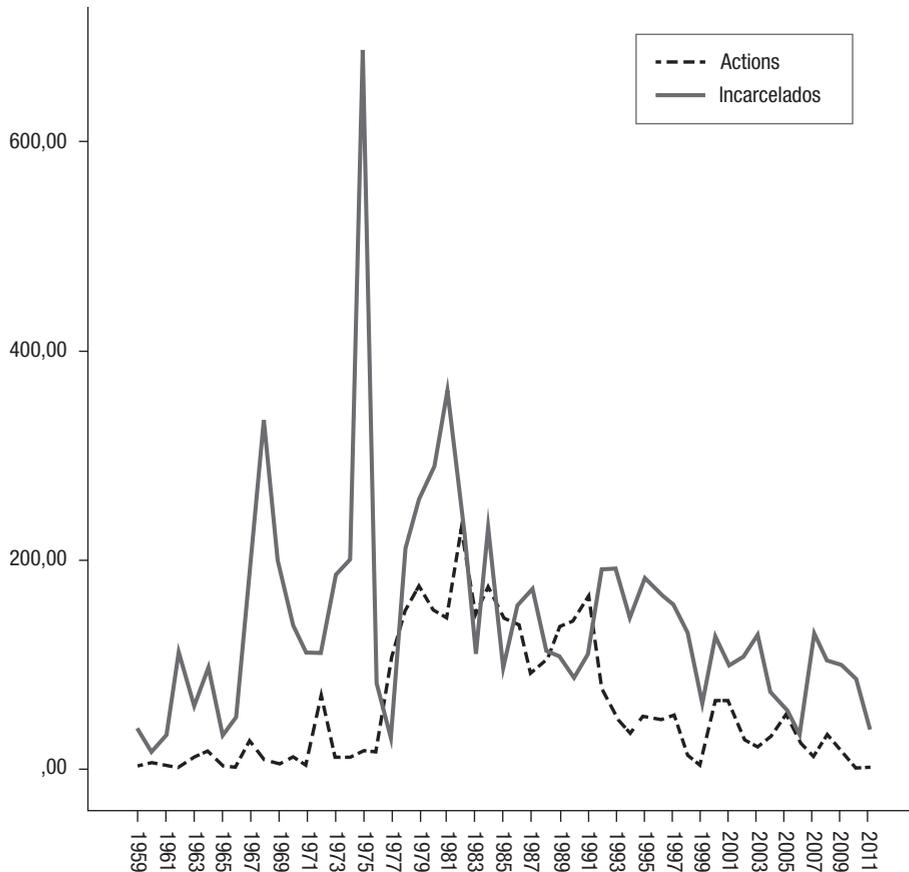
Une partie de la littérature existante sur les mouvements sociaux et le terrorisme suggère que les arrestations devraient réduire à court et moyen terme le nombre d'actions menées par ETA. Dans quelle mesure nos bases de données per-

6. Le ministère de l'Intérieur avait mis à disposition, durant quelques années, une série annuelle d'arrestations en Espagne et en France pour la période 1968-2001 mais les dépôts ont pris fin.

7. L'étonnement de l'auteur tient à ce qu'il prend en compte les victimes commises par ETA plutôt que les actions menées par le groupe. Nous avons considéré ce point dans d'autres travaux (Guibet Lafaye et Brochard, 2020). Sánchez-Cuenca souligne en effet que le coefficient de corrélation a un signe positif, indiquant qu'à court terme, la relation entre les deux variables : « une augmentation des décès des groupes d'extrême droite est associée à une augmentation des décès d'ETA. L'accroissement des actions violentes de l'extrême droite est corrélé à la recrudescence de la violence d'ETA. Toutefois une analyse plus précise est requise afin de déterminer le rapport de causalité et permettre de savoir lequel des deux groupes réagit aux actions de l'autre » (Sánchez-Cuenca 2009, 13).

8. Sur la méthode de constitution de cette base de données, voir Guibet Lafaye et Brochard (2020, 2021).

Figure 1 Courbes croisées des arrestations de l'antiterroriste basque et des actions d'ETA*



* Coefficient de corrélation = 0.242. Il est de 0.52 si l'on excepte les années 1968 et 1975 dont nous verrons à quels événements historiques elles correspondent.

mettent-elles de valider la thèse des effets, négatifs ou positifs, de la répression sur la radicalisation ? D'autre part, est-ce l'accroissement des opérations clandestines qui suscite une intervention accrue des forces répressives comme on pourrait intuitivement le penser ? Si les vagues d'arrestations ne constituent pas une réponse à des attentats, selon la logique action-répression-action, quels sont les objectifs poursuivis par la lutte antiterroriste, quelle(s) fonction(s) ont ces vagues d'arrestations non liées à des actions menées par le groupe ou advenant durant des périodes de trêve ? On pourra réciproquement apprécier la thèse de la centralité de la logique « action-répression-action » dans la stratégie politico-militaire d'ETA et mettre en évidence les raisons et conditions macro- ainsi que méso-sociales qui, en dépit de l'antiterrorisme, ont poussé ETA à persévérer dans ses actions.

Les soixante années d'existence de l'organisation clandestine ont suscité plusieurs vagues d'arrestations et d'incarcérations dont les raisons, motivations et fondements ont évolué au cours de l'histoire politique espagnole. Le graphique ci-dessous (Figure 1) permet de les appréhender. La Figure 1 présente l'évolution des arrestations ayant donné lieu à des incarcérations plutôt que seulement des arrestations à l'issue desquelles les prévenu.e.s ont été relâché.e.s. Ces dernières s'opèrent bien souvent au-delà du cercle opérationnel des personnes activement impliquées dans le groupe clandestin. Les données sur lesquelles nous nous appuyons permettent de mieux apprécier l'effet de la répression sur l'opérationnalité du collectif car les incarcérations concernent des personnes présentant une implication plus tangible au sein d'ETA. Lorsque nous évoquons, dans ce qui suit, les « arrestations », il s'agira toujours des arrestations ayant conduit à des incarcérations.

D'un point de vue général, à la différence des résultats précédemment rappelés de la littérature existante et du fait de l'originalité des données que nous traitons, nous mettons en évidence une absence d'effet direct des politiques antiterroristes sur les actions d'ETA. En effet, lorsque l'on fait *précéder* les actions par rapport aux incarcérations et que l'on décale les attentats et les incarcérations de 2 ans, le coefficient baisse (0.44) ; mais lorsque l'on fait précéder les incarcérations par rapport aux actions, le coefficient augmente (0.55). En première analyse et à la lumière des seuls coefficients de corrélation, les politiques répressives, incluant la torture et le terrorisme d'État, paraissent avoir eu, dans le cas du Pays basque, un effet de radicalisation sur l'action politique clandestine violente. L'étude détaillée que nous allons proposer des phases de l'interaction entre les acteurs de la dynamique répressive mettra en évidence les effets contre-productifs de la politique répressive espagnole sur deux plans : d'une part, l'absence de réduction de l'activité d'ETA ; d'autre part, la « radicalisation » de son action, qui n'a pu être appréhendée à partir des bases s'appuyant sur le recensement des victimes mais qui est manifeste, lorsque l'on considère les actions du groupe bien plus nombreuses que ses victimes.

2. Radicalité de la répression et radicalisation du mouvement

2.1 1967-1975 : Eradiquer ETA

Si l'on compare la dernière période du régime franquiste, en particulier les années 1967-1975, sur le versant répressif et l'activité d'ETA, l'écart est manifeste. Entre 1959-1976, celle-ci conduit en moyenne 12 actions significatives par an⁹. *A contra-*

9. Ce chiffre sous-évalue la réalité des actions d'ETA qui sont certainement bien plus nombreuses mais difficiles à documenter, dans la mesure où à cette époque, le groupe se distingue surtout par des graffitis, installation de drapeaux basques (*ikurriña*) ou distribution sauvage de tracts (voir Guibet Lafaye et Brochard, 2020, 2021). Ces actions bien que très risquées en contexte franquiste sont symboliques, discrètes et évanescentes.

rio, les arrestations, orchestrées par le régime sur la même période, donnent lieu à 240 incarcérations en moyenne par an.

Les premières phases d'intense répression ne coïncident donc pas avec un nombre notable d'actions d'ETA. Le régime franquiste perçoit, par la portée symbolique des actions et leur soutien sur le plan régional voire international (lors du procès de Burgos), qu'ETA constitue un danger et tente son éradication (voir l'année 1968 puis les différentes déclarations d'état d'urgence). Les actions sont numériquement faibles mais de forte portée. Elles sont appréhendées comme susceptibles de remettre en question le pouvoir, ce qui explique un déploiement répressif de premier ordre.

Le régime s'engage dans une stratégie de réponse disproportionnée aux actions clandestines. Il s'agit de frapper fort pour tenter d'anéantir les clandestins et de soumettre la population dans une logique de réaffirmation de soi du pouvoir. Cette stratégie est un échec aussi bien sur le plan « militaire » que politique puisqu'elle contribue plutôt à renforcer le mouvement et à susciter des sympathies pour ce dernier au niveau international. Au cours de cette première phase, la répression produit un effet « positif » sur le mouvement clandestin sous la forme d'un bénéfice idéologique. Elle engendre un biais de confirmation chez les militants dont la lutte semble d'autant plus légitime qu'elle subit une répression disproportionnée donc injuste. Comme on a pu le mettre en évidence dans d'autres circonstances, notamment dans des contextes autoritaires mais également démocratiques, plus le niveau de répression est élevé, plus le bénéfice idéologique est important. Plus généralement, la violence politique (guerres, guerres civiles, terrorisme) s'accroît dans des régimes en transition ou dans des régimes mixtes (appelés « anocracies »), c'est-à-dire dans des régimes où s'associent des éléments démocratiques mais aussi des éléments autoritaires (Fearon and Laitin 2003 ; Gleditsch, Hegre and Strand 2009 ; Gurr 1993 ; Hegre *et al.* 2001 ; Mansfield and Snyder 1995 ; Muller and Weede 1990 ; Snyder 2000). Jusqu'alors, on a considéré que, dans les dictatures, la violence de la répression décourageait de potentiels rebelles et annihilait dans l'œuf les protestations violentes. *A contrario*, dans des démocraties consolidées, la répression est considérée comme faible et les opportunités politiques propices à une action politique collective.

Dans le cas précis du mouvement abertzale toutefois, la répression disproportionnée, y compris en contexte autoritaire, suscite un effet de radicalisation, contrairement aux théories suggérant que cette dynamique radicalisante intervient lorsque la répression est modérée. L'inscription géographique de l'Espagne dans l'Europe et sa proximité avec d'autres démocraties – notamment le fait que le Pays basque soit partagé, à cette époque, entre deux États aux régimes politiques distincts – explique qu'en cette fin du franquisme une répression disproportionnée soit vecteur de radicalisation.

2.2 Continuité répressive et radicalisation du mouvement : l'affrontement de deux forces politiques (1978-1984)

L'offensive répressive de la période de transition¹⁰ dessine une continuité entre la fin du franquisme et le début de la démocratie espagnole. Elle constitue l'une des rares périodes dans l'histoire d'ETA où l'intensité de la répression s'inscrit en miroir avec l'intensité du déploiement opérationnel du groupe clandestin. Les FSE procèdent à 245 incarcérations en moyenne par an, *chiffre exactement équivalent à celui de la dernière phase du franquisme*, alors qu'ETA mène annuellement en moyenne 166 actions qui conduisent chaque année à la mort, en moyenne, de 53 personnes et de 41 blessés. La « radicalisation » du mouvement abertzale est ainsi manifeste dans l'accroissement significatif de ses attaques¹¹. À partir de cette période seulement s'instaure un jeu d'interaction réciproque réel entre les deux adversaires là où, durant la fin du franquisme, leur disproportion étant incontestable.

Cette dynamique se lit, en premier lieu, dans la réponse institutionnelle répressive que l'État espagnol donne aux actions clandestines. En 1978, est créée l'Unité rurale antiterroriste (UAR) au sein du Commandement mobile de Logroño (*Cuadernos de la Guardia Civil* 2016, 37). Ces unités œuvrent au contrôle du territoire basque, surveillent les frontières, participent aux services de renseignement, procèdent à des actions de préventions d'attaques, protègent les installations des FSE et sécurisent les itinéraires habituels de leurs patrouilles. À travers ces sections s'affirme la présence de l'État espagnol sur le territoire basque. Au fil des années, les GAR deviennent l'outil le plus efficace des services de renseignement espagnol.

Dans ce contexte de transition et d'instabilité démocratique, la répression se tient à un niveau comparable à ce qu'elle était au cours des dernières années de la dictature. De surcroît, elle se dote de nouveaux moyens institutionnels. Le cas basque permet donc de nuancer la thèse voulant que la répression, lorsqu'elle se situe à un niveau *intermédiaire*, exerce sur la mobilisation un effet curvilinéaire et par conséquent un effet de radicalisation majeur (Tilly 1978), qu'il s'agisse d'une répression continue ou d'une brusque accélération. Dans le cas présent, la répression ne peut être considérée comme « se situant à un niveau intermédiaire », non seulement parce qu'elle s'inscrit dans une continuité manifeste avec ce qu'elle fut durant la période franquiste – et les souvenirs que celle-là a alors pu susciter – mais éga-

10. Dont on excepte l'année 1983 plus modérée sur ce plan mais qui correspond, comme nous l'avons montré (Guibet Lafaye 2021) et nous le verrons encore, à une phase de restructuration de la réponse répressive à partir de nouveaux moyens notamment illégaux (voir les analyses *infra*).

11. Sur la période 1967-1975, ETA mène 176 actions (*i.e.* 19,5 en moyenne annuelle) qui ont tué 34 personnes (M = moins de 4) et blessé 18 individus (M = 4,5).

lement du fait de la mise en œuvre des premières phases de la guerre sale au Pays basque¹².

Sur le plan politique, ces décennies ne coïncident en Espagne ni à un régime autoritaire ni à un régime démocratique consolidé. On estime que, dans les régimes de transition, l'État perd une partie de son pouvoir répressif sans que soient totalement assurés, par ailleurs, les droits garantissant des revendications pacifiques. Dès lors, lorsque la contestation survient, elle peut très facilement devenir violente. Ainsi on a formulé l'hypothèse de l'existence d'une courbe en U inversée entre la violence et les droits civils (Sánchez-Cuenca 2009, 16). Cette hypothèse semble pertinente pour expliquer la violence politique durant la transition espagnole, les phénomènes de violence sont d'autant plus importants que le régime est en transition. Sánchez-Cuenca (2009) considère les années 1978-1980 comme marquées par une intense offensive contre l'État espagnol et comme coïncidant avec le début d'une guerre d'usure. Ce serait donc par ce type de processus politiques que s'expliquerait le répertoire d'actions d'ETA, illégal et militaire, ainsi que celui d'autres groupes armés durant la période pré-constitutionnelle et la phase de transition vers la démocratie¹³.

Cette hypothèse omet toutefois le caractère spécifique de la répression dans l'Espagne de l'époque. Durant ces années, où s'opèrent des réaménagements constitutionnels, où se dessine un enjeu d'autonomisation législative et constitutionnelle du Pays basque¹⁴ et où les luttes de libération font florès dans le monde, l'accroissement de la répression intervient comme un catalyseur et une incitation à la mobilisation. À cette époque, le royaume se prépare aux élections du premier gouvernement représentatif et se place dans la perspective d'un rapprochement de l'OTAN à laquelle elle adhère officiellement le 30 mai 1982. Cette attente est d'autant plus intense que le pays a été secoué par une tentative de coup d'État (le 23-F). De l'autre côté des Pyrénées, un gouvernement socialiste a été élu en France.

Est-ce à dire qu'ETA vise à provoquer une « rupture », c'est-à-dire [à] prendre le risque de la guerre ouverte pour obtenir l'indépendance » (Loyer et Aguerre 2008, 113)¹⁵ ? Tenant compte du fait qu'ETA n'est pas seulement une organisation mili-

12. Sur le recours à des groupes paramilitaires et à des exécutions extra-judiciaires par des milices recrutées par le gouvernement socialiste des premières années de la démocratie en Espagne (voir Massey 2010 ; Guittet 2000, 2010).

13. Notons qu'à la suite de la tentative de coup d'État (le 23-F), menée par le lieutenant-colonel Antonio Tejero le 23 février 1981, de très nombreuses arrestations ont lieu. Ce phénomène peut expliquer la réduction du nombre des actions militaires dans les années ultérieures. Des aspects organisationnels s'associent aux facteurs macrosociaux pour expliquer les variations dans la perpétuation des actions militaires par ETA.

14. La campagne autour du vote de la nouvelle Constitution et du Statut pour l'autonomie du Pays basque suscite une très forte mobilisation du secteur abertzale au cours des années 1977-1979.

15. Cette thèse s'appuie notamment sur le fait qu'en 1978, durant le mois qui précède le referendum constitutionnel, les attaques d'ETA se multiplient : un attentat par jour et un assassinat tous les deux jours (Elorza 2000, 293).

taire mais un groupe politico-militaire, il semble plutôt qu'il s'agisse pour ce dernier d'intervenir dans le jeu politique afin de peser en faveur d'une évolution constitutionnelle permettant de parvenir à la mise en œuvre des sept – puis des cinq – points de l'alternative KAS (Coordination abertzale socialiste)¹⁶. En effet, le 30 janvier 1978 l'alternative KAS est redéfinie autour de cinq points : amnistie pour tous les prisonniers politiques basques en Espagne ; légalisation de tous les partis politiques y compris indépendantistes ; expulsion du Pays basque des forces policières et militaires de l'État espagnol ; amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, et satisfaction immédiate des revendications en matière socio-économique exprimées par leurs organismes représentatifs ; institution d'un Statut d'Autonomie accru¹⁷. Ce programme est au cœur de la mobilisation du mouvement abertzale durant la période pré-constitutionnelle. La campagne d'approbation du referendum a mobilisé les forces abertzale qui voient dans la nouvelle Constitution, fondée sur « l'unité indissoluble de la nation espagnole » (art. 2), un prolongement du cadre institutionnel franquiste. Elles estiment que les droits des minorités y sont déniés et récusent le rôle conféré à l'armée dont la fonction demeure de défendre l'unité nationale (art. 8). Pour ces raisons, les Assemblées provinciales basques appellent à un vote d'abstention au referendum notamment du fait que toute compétence fédérale est refusée aux communautés autonomes (art. 145) (Nuñez 1993, tome V, 65-66). De ce fait, la nouvelle Constitution de l'État espagnol est adoptée sans être approuvée au Pays basque. *Herri Batasuna* (Unité populaire) s'oppose à la Constitution¹⁸.

3. Adaptations stratégiques réciproques

3.1 1985-1991 : la guerre d'usure ?

L'intensification de la dynamique de réponse à la violence par la violence recule à partir du milieu des années 1980. Organisations étatiques et non-étatiques optent pour une nouvelle stratégie se déployant aussi bien « à l'interne » qu'à l'égard de l'adversaire. Les acteurs se lancent dans des pourparlers après avoir fait montre et déployé, pour l'un, les moyens militaires qu'il avait à sa disposition, et pour l'autre renforcé son arsenal. Le conflit basque permet de saisir ce qui constitue des

16. Le 30 août 1976, KAS présente lors d'une conférence de presse les sept points de son alternative (Casanova 2007, 134 ; voir *Zutik*, n° 67, 11-12).

17. Impliquant la reconnaissance de la souveraineté nationale d'*Euskadi*, son droit à l'auto-détermination incluant le droit à la création d'un État basque indépendant ; la reconnaissance de l'*Euskara* comme langue officielle et prioritaire en *Euskadi* ; la création d'unités de défense civiles, remplaçant les forces répressives, ces unités étant créées par le Gouvernement Basque et dépendent uniquement de lui ; la reconnaissance de droits économiques, sociaux, politiques permettant le bien-être et le progrès du peuple basque (ETAk Euskal Herriari, ETA-m, communiqué, janvier 1978).

18. HB est une coalition politique fondée en 27 avril 1978, favorable à un Pays basque socialiste et indépendant.

« conditions opportunes » d'une entrée dans le dialogue, une fois que la mise en échec militaire de l'adversaire se révèle être une impasse¹⁹.

Se note, en premier lieu, une baisse du nombre d'incarcérations (N = 121) susceptible de s'expliquer de plusieurs façons : d'une part, celles des années précédentes ont pu contribuer à « assécher le marais »²⁰ et, d'autre part, par le fait que plusieurs trêves ont été déclarées par ETA et que des négociations sont en cours avec le gouvernement. Néanmoins ces phases de trêve n'empêchent pas l'arrestation de militants, ni même d'acteurs phares de l'organisation voire participant aux négociations²¹. Sur cette période, ETA conduit en moyenne 115 actions annuelles qui ont conduit à la mort de 35 personnes et 21 blessés par an. Les variations de l'action armée d'ETA s'expliquent principalement par l'implication du groupe dans la recherche d'une solution négociée du conflit. Le 8 janvier 1989, ETA annonce la première trêve de son histoire, un cessez-le-feu unilatéral de deux semaines comme « preuve de bonne volonté » (*Egin*, 8 janvier 1989, 11). Il sera prolongé jusqu'au 26 mars 1989. Cependant, ni les pourparlers politiques qui se tiennent entre ETA et le gouvernement espagnol à Alger le 14 mars 1989 ni les discussions menées en 1990 à Saint-Domingue, lors de cinq rencontres, entre Eugenio Etxebeste et un interlocuteur anonyme du gouvernement, dit *Botijero*, ne ralentissent ETA dans sa détermination militaire. Cette posture est confirmée publiquement en décembre 1990, lorsqu'ETA réaffirme le rôle déterminant de la lutte armée dans la stratégie politico-institutionnelle du MLNV et l'impossibilité d'y renoncer ou de lui conférer une fonction secondaire (*Barne Buletina*, n° 6, décembre 1990). Elle démontre que, dans cette phase de négociation avec le gouvernement, ETA vise à s'affirmer comme un interlocuteur politique de taille et à instaurer un rapport de force avec l'État afin d'avancer ses pions dans les pourparlers (voir Guibet Lafaye 2021).

3.2 1992-1997 : avec la chute de Bidart

L'année 1992 se caractérise par un événement majeur pour l'organisation clandestine : l'arrestation de l'exécutif d'ETA le 29 mars 1992, dit « chute de Bidart » (Pyrénées-

19. Du côté d'ETA toutefois aucun militant n'a jamais cru à la possibilité de « vaincre » militairement l'État espagnol comme nombre de témoignages d'acteurs clandestins nous l'ont confirmé (Guibet Lafaye 2020).

20. Cette hypothèse se trouve infirmée à la lumière de la reconstitution des commandos clandestins. Une première cellule du commando Navarra o Nafarroa est démantelée en 1986 mais elle se reconstitue immédiatement (pour être liquidée à Foz de Lumbier en 1989). De même, le commando Donosti se reconstitue en 1984 et opère jusqu'en 1987. Parallèlement est à l'œuvre le commando Goierri Costa (Aguirre 2012, 66). Le commando Madrid se reconstitue également en 1985. Puis deux autres de ses cellules se forment en 1986. Durant cette seconde moitié des années 1980, œuvrent aussi le commando Izar Gorri démantelé en juin 1987, les commandos Barcelona et Araba sont démantelés en 1987 mais le premier se reconstitue pour être actif au début des années 1990. Le commando Tontorramendi est démantelé en 1988, et le commando Eibar démantelé en 1989 (Aguirre 2012, 79 et *sqq.*). Est très actif durant cette période le commando Argala (ou commando français) arrêté seulement en 1990.

21. L'exemple fameux est celui de l'arrestation à Bayonne le 11 janvier 1989, c'est-à-dire trois jours après la première trêve unilatérale annoncée par ETA, de José Antonio Urrutikoetxea, numéro un présumé du groupe, d'Elena Beloqui Reza et d'Eloy Uriarte Díaz, dit *Señor Robles*.

Atlantiques). L'opération menée par le RAID conduit à l'arrestation de onze personnes autour du collectif Artapalo. Ce dernier associe à Francisco Mugica Garmendia, dit *Pakito*, José Luis Alvarez Santacristina, dit *Txelis*, et José Arregui Erostarbe, dit *Fiti*. Ces trois hommes sont considérés comme la « troïka dirigeante » d'ETA (*L'Express*, 17 novembre 2008), l'exécutif d'ETA. Cet événement a été analysé comme « amor[çant] le début du déclin des actions et de l'organisation » (Sánchez-Cuenca 2009, 22). Le coup de filet intervient dans le contexte de la période précédant les Jeux Olympiques de 1992 qui a incité la police et la Garde civile à une plus grande efficacité. Elle coïncide également avec une montée en puissance de l'*Ertzaintza*, la police autonome basque. Celle-ci avait déjà joué un rôle direct dans le démantèlement de commandos en août 1991 puis en janvier 1992 (Hermant 1992) ainsi que dans l'identification de membres d'HB, le parti politique légal de la gauche abertzale, comme participant à la levée de l'impôt révolutionnaire²². La collaboration entre les polices espagnole et française participe de l'efficacité accrue de la répression. Elle est le résultat du changement de stratégie du gouvernement et des FSE espagnols caractéristique de cette période et attestant d'évolutions méso- et macrosociales. De ce fait, « 1991 et 1992 ont été des années charnières pour le terrorisme basque » (Hermant 1992) en raison de l'intensification de la coopération policière franco-espagnole et de la montée en puissance de l'*Ertzaintza*, qui ont permis le démantèlement de nombreux commandos et de réseaux de captation financière. Ulérieurement, s'opère en 1995 une restructuration des services d'information. Ces étapes mettent en évidence l'ajustement des FSE aux stratégies d'action illégale abertzale. Se révèlent ainsi les effets de rétroaction et leur historicité dans l'évolution de la dynamique de l'interrelation pouvoir espagnol/organisation clandestine. Les ajustements et évolutions stratégiques sont la conséquence du constat de l'échec du déploiement exclusif de la force contre l'adversaire dont la montée en puissance caractérisait les années 1980-début des années 1990. Avec l'année 1992 et l'opération Bidart s'enclenchent une nouvelle phase répressive et une phase inédite de l'interaction entre organisations gouvernementales et non-gouvernementale. Entre 1992 et 1997, les incarcérations sont de 173 par an alors qu'ETA mène en moyenne 44,5 actions annuelles. Pour la première fois dans la comparaison esquissée, les courbes se croisent attestant d'une intensification de la répression et d'une régression majeure de l'action d'ETA. Est-ce l'arrestation de Bidart (puis immédiatement ensuite celle de la direction qui vient de succéder à la

22. Un sénateur d'Herri Batasuna, Iñigo, a servi d'intermédiaire entre les industriels et ETA pour que les premiers puissent rencontrer le membre d'ETA à qui ils devaient payer l'impôt révolutionnaire. Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur basque, Iruin n'aurait pas joué ce rôle par philanthropie, comme il le déclare, mais parce qu'il collaborait avec ETA. Le réseau a été démantelé par la police autonome basque (*Ertzaintza*) qui a enregistré clandestinement 200 heures de vidéo démontant le trafic.

Tableau 1 Nombre annuel d'incarcérations au cours de la période dite de « l'adaptation stratégique réciproque »

Années	Nombre annuel d'incarcérations
1985	96
1986	157
1987	173
1988	113
1989	109
1990	89
1991	110
1992	192
1993	192
1994	146
1995	182
1996	169
1997	159

tête d'ETA) qui est à l'origine d'un tel effet ? Ce phénomène atteste-t-il d'un changement de stratégie de la part du groupe ? Est-il la conséquence des discussions avec le gouvernement et de l'évolution des rapports socio-politiques au Pays basque voire de raisons internes à l'organisation (raisons méso-sociales) ? Faut-il reconnaître qu'« ETA ne s'est jamais remise de Bidart » (Sánchez-Cuenca 2009, 23)²³ ? Constatant qu'ETA n'a plus jamais provoqué un nombre de victimes comparable aux deux phases précédentes de son étude (1977-1992), Sánchez-Cuenca estime que l'arrestation du collectif Artapalo affaiblit définitivement l'organisation sur le plan opérationnel. Toutefois, l'attention portée aux changements stratégiques du groupe, y compris après l'arrestation de son exécutif, suggère d'autres perspectives, tenant compte notamment de ce que la stratégie politique prévaut dans une organisation qui s'est toujours revendiquée comme politico-militaire²⁴. En premier lieu, considérer que l'arrestation des responsables d'organisation clandestine infléchit radicalement l'intensité de leurs actions traduit une représentation hiérarchisée de son fonctionnement. Sánchez-Cuenca assume cette approche qui reflète pourtant une projection de l'organisation des structures militarisées légales sur les groupes clandestins. Or ces derniers se caractérisent par un cloisonnement remarquable imposé par des raisons de sécurité. Les entretiens entre nous avons menés avec 72

23. « L'effet de Bidart n'est pas circonstanciel, il est structurel : ETA ne s'est jamais remise de ce coup » (Sánchez-Cuenca 2009, 23).

24. On s'est souvent appuyé sur la distinction entre ETA-politico-militaire et ETA-militaire pour minimiser la stratégie politique de cette dernière, en particulier après la scission du 30 septembre 1982 où la première abandonne officiellement la lutte armée.

militants de la lutte clandestine basque²⁵ suggèrent que les commandos ont une certaine autonomie/marge de manœuvre eu égard à la direction, quand bien même ETA est organisée de façon pyramidale et que la plupart de ses membres partagent peu ou prou une même vision stratégique et idéologique. L'histoire montre que, dans ces groupes, la chute de la direction stratégique est toujours anticipée et la relève envisagée²⁶. Davantage que le rôle de l'exécutif, ce sont les changements stratégiques inaugurés par le groupe qui sont décisifs, tels le fait de s'attaquer à l'*Ertzaintza* (police autonome basque), de viser les vendeurs de drogue ou les informateurs, de cibler les représentants politiques. Une fois la stratégie décidée et adoptée, les commandos agissent en accord avec celle-ci, de façon autonome et sur des cibles correspondant à cette stratégie, mais qu'eux-mêmes peuvent choisir²⁷.

En second lieu, entre 1995 et 1997, ETA tente de mener un changement stratégique aussi bien sur le plan politique qu'opérationnel. Chacune de ses phases d'activité, intense ou faible, trouve sa raison – indépendamment des contraintes logistiques qu'affronte l'organisation clandestine – dans une recherche de stratégie politique, *i.e.* dans la mobilisation de moyens distincts visant à parvenir à un même objectif. Dès la mi-1993, l'organisation déclare vouloir « privilégier la qualité des *ekintzas* (*i.e.* des actions) plutôt que la quantité, assurer la sécurité, éviter de commettre des erreurs (sans oublier que ce risque existera toujours), et tenir les préparatifs d'attentats à l'abri des délais ou des pressions imposés par la conjoncture »²⁸. Ainsi à partir d'avril 1995, ETA envisage une solution au conflit s'appuyant sur l'Alternative démocratique qu'elle propose alors et que soutient HB ainsi que la gauche abertzale. Ainsi le 25 avril 1997, cette dernière appelle à une journée de lutte en faveur de l'Alternative démocratique (Casanova 2007, 296) durant laquelle des milliers de personnes se sont mobilisées.

Sur le plan militaire et opérationnel, deux évolutions stratégiques sont à souligner : d'une part, le ciblage des représentants politiques et, d'autre part, le développement de la *kale borroka* dont la direction stratégique directe par ETA reste néanmoins sujette à caution. Sur le plan opérationnel s'opère un déplacement de l'action illégale dans l'espace public vers la guérilla de rue de la *kale borroka* (lutte populaire). En 1996, les actions de sabotage atteignent une moyenne de trois par jour (Casanova 2007, 267). Elles sont toutefois très fortement réprimées puisque le 25 mai 1996 est adopté un

25. Guibet Lafaye (2021).

26. Voir Massey (2010, 296) concernant Josu Urrutikoetxea. Un exemple, tiré de sources gouvernementales, en témoigne : selon le ministre espagnol Alfredo Pérez Rubalcaba, l'organisation avait prévu qu'en cas d'arrestation de Mikel Kabikowitz Carrera Sarobe, qui advient le 20 mai 2010 à Bayonne, Arkaitz Agirregabiria le remplacerait à la direction d'ETA.

27. En outre, quels que soient les succès de la police – et ils furent grands pendant les six premiers mois de 1992 – mesurer leurs effets sur les capacités d'action du mouvement est aléatoire puisque faire des attentats ne demande en définitive que très peu de moyens.

28. Cité in Elorza (2000, 392).

nouveau code pénal qui étend le champ d'application de la qualification de terrorisme aux actes de sabotage urbain, dans le cas où ils sont commis par les dits « groupes Y » liés à ETA²⁹. La qualification s'applique à toute forme d'insurrection urbaine (comme les jets de cocktails Molotov). La contre-offensive gouvernementale se porte alors au niveau juridique complexifiant ainsi la réponse portée aux attaques illégales. Concernant ETA à strictement parler, l'action clandestine évolue et change de nature sur le plan qualitatif pour instaurer un nouveau type de rapport de force avec l'État espagnol. Les actions armées se font plus limitées mais présentent un nouveau visage au cours de la seconde moitié des années 1990. Les cibles évoluent puisqu'à partir de 1995, l'*Ertzaintza* entre explicitement dans la ligne de mire de l'organisation. De même, cette dernière, peut-être affaiblie, choisit de viser le personnel politique, en particulier les conseillers municipaux, les élus, les intellectuels, les journalistes plutôt que les seules « forces d'occupation » (les FSE). L'analyse statistique des victimes d'ETA montre que les hommes politiques et les représentants de l'État ne constituent que 2,6 % des décès entre 1977 et 1992, alors que ce chiffre atteint 21,7 % entre 1992 et 2007 (Sánchez-Cuenca 2009).

Si, pour une part, l'évolution stratégique et politique d'ETA est soutenue par de larges franges de la société civile, en revanche les actions contre les élus ne sont pas bien accueillies par la population. L'exécution de Miguel Ángel Blanco ainsi que les mobilisations sociales organisées en protestation contre cet acte provoquent un durcissement de la politique antiterroriste du gouvernement Aznar. ETA n'est pas la seule visée. Le gouvernement espagnol – comme ETA antérieurement – s'appuie sur la mobilisation populaire pour prendre des mesures contre l'ensemble de la gauche abertzale. Commence ainsi à s'esquisser la thèse du juge Baltasar Garzón selon laquelle « Tout est ETA »³⁰ qui autorisera des incarcérations en série. Ainsi entre le 4 et le 18 février 1997, 23 membres de la Table Nationale³¹ sont arrêtés sur ordre de la Cour Suprême.

Ces éléments ont mené à la conclusion que « le point final [d'ETA] se situe dans les années 1990 avec un affaiblissement progressif de la structure organisationnelle d'ETA, grâce à l'efficacité de la lutte contre le terrorisme, à l'impossibilité de maintenir opérationnelles ses lignes de commandement et d'approvisionnement en ressources, aux difficultés à maintenir la cohésion interne et, surtout, à la remise en question progressive de la ligne stratégique adoptée quatre décennies plus tôt dans un contexte social et politique complètement différent » (Tejerina 2015, 15). Pourtant, l'organisation a perduré encore plus de vingt-cinq ans après la chute de Bidart. La littérature secondaire, issue du milieu académique espagnol,

29. L'existence de ces groupes n'est toutefois pas avérée.

30. C'est-à-dire une large part de la gauche abertzale. Voir le macro-procès 18/98.

31. I.e. la structure dirigeante d'HB.

tend à surévaluer les conséquences de la répression sur le mouvement abertzale y compris dans son volet clandestin. D'une part, il semble délicat de convoquer les aspects organisationnels d'un groupe clandestin comme facteur explicatif de son évolution du fait de la difficulté d'accès direct à ce type d'informations³². D'autre part, le rôle de certaines « innovations » juridiques, en matière d'antiterrorisme, paraît bien plus crucial et opérant contre ETA. L'efficacité de la répression judiciaire se révèle plus décisive que la répression policière.

Conclusion

L'analyse croisée des actions de l'organisation armée ETA et des arrestations de ses membres a mis en évidence la dimension interactionniste des rapports entre parties prenantes du conflit au sujet de la question basque. Se note, en premier lieu, une continuité de la répression entre le franquisme et la période de transition dite démocratique, quoique le gouvernement de transition fut engagé, au même moment, dans des discussions avec ETA-pm pour sa dissolution. Face à l'indépendantisme basque, s'esquisse une continuité de la politique répressive du franquisme jusqu'aux années 1980 en particulier sur le plan quantitatif du nombre d'arrestations, si l'on excepte deux années exceptionnelles en la matière. En revanche, sur le plan qualitatif l'antiterrorisme prend de nouveaux visages, plus ou moins efficaces, à partir des années 1980 et justifie la conclusion selon laquelle « le gouvernement socialiste est bien plus anti-ETA que ses prédécesseurs de droite » (Clark 1990, 37). La politique répressive, légale (policière) et illégale (terrorisme d'État), a eu des effets contre-productifs sur les actions clandestines. D'une part, elle n'a pas permis de réduction de l'activité d'ETA. Dans le cas du conflit basque, les politiques répressives, incluant la torture et le terrorisme d'État, ont donc eu un effet de radicalisation de l'action politique clandestine violente. L'effet de « radicalisation » induit par la répression policière n'a pu être mis en évidence à partir des bases de données s'appuyant sur le recensement des victimes d'ETA mais s'avère manifeste, lorsque l'on considère les actions du groupe. La prise en compte du contexte dans lequel elles s'inscrivent permet de relativiser le rôle de la répression strictement policière sur l'évolution et la fin du mouvement clandestin. Elle tend à souligner la place d'autres formes répressives ainsi que des transformations structurelles de niveau macrosocial dans les évolutions de la violence clandestine.

32. D'autant que plusieurs découvertes de caches d'armes au début des années 2000 mettent en évidence les ressources logiques du groupe. Citons à titre d'exemples la découverte de la cache d'armes « Z 40 » dans le sous-sol d'une ancienne scierie près de la gare désaffectée de Rivière (Landes) le 16 juillet 2002 (Massey 2010, 218-219). 300 kg de dynamique y sont saisis. Tel est également le cas le 3 octobre 2004 à la suite de l'arrestation à Salies-de-Béarn (Pyrénées-Atlantiques) de Mikel Albizu Iriarte, dit *Antza* et de sa compagne Soledad Iparragirre Genetxea, dite *Anboto* (Casanova 2007, 344 ; Massey 2010, 332).

Références

- Aguirre, L. (2012), *Profesión : luchar contra ETA*, Insurgentes.
- Barros, C. (2003), «An Intervention Analysis of Terrorism: The Spanish ETA Case», *Defence and Peace Economics*, 14/6, pp. 401-412.
- Barros, C., Passos, J., Gil-Alana, L. (2006), «The timing of ETA terrorist attacks», *Journal of Policy Modeling*, 28, pp. 335-346.
- Becker, H.S. (1963), *Outsiders. Studies in the sociology of deviance*, New York, The Free Press of Glencoe (trad. fr. *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985).
- Bennani-Chraïbi, M., Fillieule, O. (dir.) (2013), « Retour sur les situation révolutionnaires arabes », *Revue Française de Science Politique*, 62/1-2, octobre-décembre.
- Bustillo Kastrexana, J., Etxebebeste Arizkuren, E. (Antton), Egaña Sevilla, I. (dir.) (2020), *Askatasun haizea. Vents de liberté : six décennies de prison pour des motifs politiques en Euskal Herria : 1958-2020*, Andoian, Euskal Memoria Fundazioa.
- Casanova, A.I. (2007), *ETA 1958-2008. Medio siglo de historia*, Tafalla (Navarre), Txalaparta.
- Clark, R. (1990), *Negotiating with ETA*, Reno, University of Nevada Press.
- de Figueiredo J.P.R.Jr., Weingast, B.R. (2001), «Vicious Cycles: Endogenous Political Extremism and Political Violence», Working Paper #2001-9, Institute of Governmental Studies, University of California at Berkeley.
- Della Porta, D. (1995), *Social Movements, Political Violence and the State*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Della Porta, D. (2013), *Clandestine Political Violence*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Elorza, A. (dir.) (2000), *La Historia de ETA*, Paris, Denoël.
- Fearon, J.D., Laitin D. (2003), «Ethnicity, Insurgency, and Civil War», *American Political Science Review*, 97/1, Feb., pp. 75-90.
- Francisco, R.A. (1996), «Coercion and Protest: An Empirical Test in Two Democratic States», *American Journal of Political Science*, 40, pp. 1179-1204.
- Geisser, V., Vairel, F., Karam, K. (2006), « Espaces du politique. Mobilisations et protestations », in Picard E. (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, pp. 193-213.
- Gleditsch, N.P., Hegre, H., Strand, H. (2009), «Democracy and Civil War», in Midlarsky M. (ed.), *Handbook of War Studies III*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- Guibet Lafaye, C. (2020), *Le conflit au Pays basque : regards des militants illégaux*, Oxford, Peter Lang.
- Guibet Lafaye, C. (2021), « La répression, facteur d'annihilation du terrorisme ou de sa radicalisation ? Le cas du conflit basque », *Studia Europaea*, 2, pp. 163-226.
- Guibet Lafaye, C., Brochard, P. (2020), « Conséquences de choix méthodologiques sur l'analyse de l'évolution de l'organisation clandestine ETA », *Studia Europaea*, 2/LXV, pp. 219-264.
- Guibet Lafaye, C., Brochard, P. (2021), «Methodological approaches to the evolution of a terrorist organisation: ETA, 1959-2018», *Quality & Quantity*, <https://doi.org/10.1007/s11135-021-01203-w>.
- Guittet, P.-E. (2000), *Raison et déraison d'État : les GAL (Grupos Antiterroristas de Liberación), 1983-1987*, mémoire de DEA, Univ. Paris X - Nanterre, septembre.
- Guittet, P.-E. (2010), *Antiterrorisme clandestin, antiterrorisme officiel. Chroniques espagnoles de la coopération en Europe*, Outremont, Athéna éditions, coll. Sécurité.
- Gurr, T.R. (1970), *Why Men Rebel?*, Princeton, Princeton University Press.

- Gurr, T.R. (1993), *Minorities at Risk. A Global View of Ethnopolitical Conflicts*, Washington, D.C., Institute of Peace Press.
- Hegre, H., Ellingsen, T., Gates, S., Gleditsch, N.P. (2001), «Toward a Democratic Civil Peace?», *American Political Science Review*, 95/1, pp. 33-48.
- Hermant, D. (1992), « La question basque au miroir de la violence », *Cultures & Conflicts*, 7, pp. 67-81.
- Hoffman, B., Morrison-Taw, J. (1999), «A Strategic Framework for Countering Terrorism», in Reinas F. (ed.), *European democracies Against Terrorism. Governmental Policies and Intergovernmental Cooperation*, Aldershot, Ashgate.
- Hughes, E. (1958), *Men and their Work*, Glencoe, IL, Free Press.
- Koopmans, R. (1997), «Dynamics of Repression and Mobilization: The German Extreme Right in the 1990s», *Mobilization*, 2, pp. 149-165.
- Loyer, B., Aguerre, C. (2008), « Terrorisme et démocratie : les exemples basque et catalan », *Hérodote*, 3/130, pp. 112-145.
- Mansfield, E.D., Snyder, J. (1995), «Democratization and the Danger of War», *International Security*, 20/1, pp. 5-38.
- Martínez-Herrera, E. (2002), «Nationalist Extremism and Outcomes of State Policies in the Basque Country, 1979-2001», *International Journal on Multicultural Studies*, 4/1, pp. 16-41.
- Martínez Herrera, E. (2007), «Government restructuring and reallocation of resources in the face of ethno-nationalist insurgency in the Basque Country (1979-2005)», in Oberg, M., Strom, K. (dir.) *Resources, Governance Structures and Civil Conflict*, Londres, Routledge, pp. 101-124.
- Massey, J. (2010), *ETA histoire secrète d'une guerre de cent ans*, Paris, Flammarion.
- Mead, G.H. (1934), *Mind, Self and Society: From the Point of View of the Social Behaviorist*, Chicago, University of Chicago Press.
- Muller, E.N., Weede, E. (1990), «Cross-National Variation in Political Violence. A Rational Choice Approach», *Journal of Conflict Resolution*, 34, pp. 624-651.
- Núñez, A.L.C. (dir.) (1993), *Euskadi Eta Askatasuna*, tome V, *La reforma del régimen. 1977-1980*, Tafalla, Txalaparta.
- Ross, J.I., Gurr T.R. (1989), «Why Terrorism Subsidies: A Comparative Study of Canada and the United States», *Comparative Politics*, 21, pp. 405-26.
- Sánchez-Cuenca, I. (2009), «Explaining temporal variation in the lethality of ETA», *Revista Internacional de Sociología*, 67/3, pp. 609-629.
- Sánchez-Cuenca, I. (2013), «Terrorism and the State», in Nee, V., Snijders, T., Wittek, R. (dir.), *Handbook of Rational Choice Social Research*, Stanford, Stanford University Press, pp. 381-410.
- Snyder, J. (2000), *From Voting to Violence. Democratization and Nationalist Conflict*, New York, Norton.
- Sommier, I. (2008), *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. Contester.
- Strauss, A. (1959), *Mirrors and Masks: The Search for Identity*, Glencoe, IL, Free Press.
- Tarrow, S. (1994), *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, CUP.
- Tejerina, B. (2015), «Nacionalismo, violencia y movilización social en el País Vasco. Factores y mecanismos del auge y declive de ETA», *Papeles del CEIC*, CEIC (Centro de Estudios sobre la Identidad Colectiva), Universidad del País Vasco, 3/136, <http://dx.doi.org/10.1387/pceic.15159>.
- Tilly, C. (1978), *From Mobilization to Revolution*, Londres, Addison-Wesley Publishing Company, Mass.

Périodiques cités

Barne Buletina, bulletin interne d'ETA, n° 6, décembre 1990.

Cuadernos de la Guardia Civil, Revista de seguridad pública, 75e aniversario. Servicio de información, Ministerio del Interior, 2016.

Egin, n° 11, 8 janvier 1989, Hernani, éd. Orain S.A.

L'Express, 17 novembre 2008, <https://www.lexpress.fr/archives/2008/11/17/>.

Zutik, éd. ETA-m, n° 67, novembre 1976.